



Le Magnan Libéré

Hebdomadaire Togolais Satirique d'Informations et d'Analyses

N°589 du Mercredi 10 février 2021 - 15^{ème} année - Prix: 250 FCFA

MENACE TERRORISTE DANS LA SOUS-RÉGION :

Les consignes de Faure Gnassingbé

#3



« Faisons tout pour nous défendre et protéger notre souveraineté, l'intégrité nationale, nos populations et nos biens »

AFRIQUE

L'UA adopte la proposition du Togo et décrète 2021-2031, «Décennie des racines africaines et des diasporas»

#3



NATIONAL

BRANCHEMENTS D'EAU :

La TdE victime d'escroquerie alerte et prévient ses clients

#5



INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES

Trop de retards dans l'exécution des travaux et d'arrêt des chantiers

#6

Le gouvernement doit marquer les entreprises BTP à la culotte



Le carnet

Pour une cohésion nationale !

La paix, la stabilité socioéconomique et l'entente nationale sont des facteurs indispensables pour le développement, des prérequis sans quoi rien ne peut se faire. Le chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé dont le souhait est de bâtir, avec des citoyens unis, épanouis et engagés, un pays prospère, ne jette pas du discrédit sur cette évidence. Au contraire, il fait continuellement le choix d'une politique de développement inclusive et ambitieuse, capable de donner à ses concitoyens un sentiment de dignité et d'appartenance sociale. La préservation de la paix et la sécurité est une préoccupation majeure pour les autorités. L'agenda du président de la République fait justement foi. Il met au premier rang des objectifs quinquennaux, la garantie d'un climat de paix et de confiance ainsi qu'une gouvernance concertée. La réunion des ministres, tenue mercredi 13 janvier 2021 à Lomé, a permis de faire une enjambée vers la concrétisation de cet idéal. Une communication relative à la promotion du dialogue entre les civils et les forces de défense et de sécurité a été écoutée. Afin de préserver les valeurs essentielles de paix et de cohésion nationale, les pouvoirs publics ont initié et organisé des rencontres de dialogue et d'échanges entre les 02 parties susmentionnées, dans chaque région. Ces rencontres sont destinées à consolider les liens de collaboration entre elles, cultiver le vivre-ensemble, rechercher des solutions durables pour prévenir les conflits et lutter contre l'insécurité. En tout, 07 rencontres ont déjà eu lieu, respectivement à Mango, Kara, Sokodé, Atakpamé, Kpalimé, Adétikopé et Lomé. Au vu des très séduisantes retombées de ces réunions, le Conseil des ministres a donné son approbation pour leur extension à d'autres localités. Il a également recommandé qu'elles soient tenues de façon périodique et régulière, en relation avec les ministères des Armées, de l'Administration territoriale, de la Justice, des Droits de l'homme, de l'Environnement... De 2020 à 2025, le gouvernement a prévu de renforcer les dispositifs permettant de faire face aux nouvelles menaces ; accroître le niveau de professionnalisme dans les rangs des corps habillés ainsi que leurs capacités et moyens d'action ; optimiser les mesures sécuritaires aux larges des côtes pour lutter contre la piraterie maritime ; permettre à l'économie bleue de jouer pleinement son rôle ; renforcer la sécurité de l'écosystème digital. Pensé au sommet de l'Etat, un dialogue communautaire sur les causes des tensions sera promu, en impliquant davantage et de manière spécifique les jeunes et femmes, la liste des réalisations futures est longue.

CAMPAGNE AGRICOLE 2021-2022

80 000 tonnes d'intrants mobilisées

Le soutien du gouvernement à l'agriculture togolaise contribue indiscutablement au rayonnement de celle-ci. D'une saison agricole à une autre, l'aide des autorités aux travailleurs prend de l'ampleur et les conditions de vie de ceux-ci prennent de la grandeur. Pour la nouvelle campagne agricole, le ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et du Développement rural a annoncé un plan de constitution d'un stock de plusieurs dizaines de milliers de tonnes d'intrants au profit des producteurs afin de les aider à obtenir de bons rendements, assurer la sécurité et l'autosuffisance alimentaires.

En effet, 80 000 tonnes d'intrants seront mises à disposition des ménages d'agriculteurs togolais comme l'a annoncé l'agence gouvernementale en charge de l'approvisionnement et de la gestion des intrants agricoles (Cagia). Plus précisément, cette dernière a pour mission pressante de rendre disponibles les stocks d'intrants d'ici mi-février, surtout avant le début des pluies pour que les producteurs puissent accroître

leurs chances de réussite au cours de l'année, augmenter leurs revenus et subvenir aux besoins familiales.

120 000 tonnes d'intrants pour la précédente campagne Le Togo dont les ambitions agricoles sont immenses a mobilisé 120 000 tonnes d'engrais pour la saison agricole 2020-2021. Les intrants sont composés de 40 000 tonnes d'Urée 46%N et 80 000 tonnes de NPK15-15-15 ainsi que des

biofertilisants. En réalité, le pays consomme en moyenne 61000 tonnes d'engrais par an, selon des statistiques présentées par AfricaFertilizer. Outre les intrants, 2 600 tonnes de semences améliorées et certifiées (maïs, riz, sorgho, soja, niébé, arachide, sésame et fonio) ont été mises à disposition des acteurs agricoles et réparties dans 325 points de vente agréés sur le territoire.

Une feuille de route ministérielle rassurante La mobilisation accrue des intrants fait partie intégrante des objectifs consignés dans la feuille de route du ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et du Développement rural. Elle s'articule autour de 03 projets phares. Il y a le p12 qui est l'amélioration de la pro-

ductivité et des rendements agricoles. Ensuite, le deuxième projet consiste à accélérer les interventions du Mécanisme incitatif de financement agricole fondé sur le partage de risques (Mifa S.A.) pour porter la cible à 01 million d'agriculteurs d'ici 2025. Enfin, le troisième point vise à agrandir l'agropole de Kara. Logiquement, les apports de l'Etat en intrants pour appuyer les acteurs agricoles est une façon de contribuer véritablement au développement du secteur qui occupe plus de la moitié de la population active et représente 40% du Produit intérieur brut (PIB). Assurément, ces appuis divers permettront d'atteindre l'objectif « Faim zéro au Togo » d'ici quelques années.

COOPÉRATION ET DÉVELOPPEMENT

La feuille de route 2020-2025 du gouvernement, présentée aux partenaires techniques et financiers



Au cours d'une cérémonie présidée ce vendredi 12 février par le premier ministre Victoire Tomegah-Dogbé dans la salle Fazao de l'hotel 2 Février, la feuille de route 2020-2025 du gouvernement a été présentée aux partenaires techniques et financiers du Togo. Dans l'importante allocution prononcée à cet effet, le chef de l'exécutif a d'entrée de jeux, formulé, au nom du Chef de l'Etat et du gouvernement, des vœux de santé, de réussite et de prospérité dans une coopération fructueuse, à l'ensemble de la communauté des partenaires du Togo. Parlant ensuite de la feuille de route, au demeurant, impactée par des mutations récentes intervenues dans le monde, le premier ministre a indiqué qu'elle fait de manière pragmatique, un recentrage de l'action gouvernementale sur un certain nombre de priorités de développement à moyen terme. A savoir, travailler sur un nombre réduit de projets intégrés à fort impact et réformes stratégiques pour mieux cibler, mesurer, suivre et rendre compte. Il poursuit en soulignant que le document vient insuffler une nouvelle énergie à l'administration publique et donner une direction claire pour faire du Togo, un pays de cohésion et de paix et

une Nation moderne avec une croissance économique inclusive et durable. D'où des engagements spécifiques pris par les membres du gouvernement pour une action collective davantage orientée sur les résultats, conformément aux aspirations des Togolais. Selon Victoire Tomegah-Dogbé, pour avoir inscrit le renforcement de la coopération avec ses partenaires au développement comme une priorité, le gouvernement entend œuvrer ensemble avec ces derniers, de nouveaux partenariats encore plus efficaces, dans le respect des principes d'appropriation, d'alignement, de gestion axée sur les résultats, de transparence et de redevabilité mutuelle. Pour ce qui est de la contribution des partenaires techniques et financiers, au développement, elle a précisé qu'entre 2008 et 2019, elle est passée d'environ 243,37 millions de dollars US à plus de 511,95 millions. Aussi, a-t-elle exprimé sa profonde gratitude à ces partenaires tout en les encourageant à en faire davantage en vue de relever les défis de lutte contre la pauvreté et d'amélioration des conditions de vie des populations togolaises.

PROJET D'ÉLECTRIFICATION

La liste des 129 localités rurales électrifiées aux mini-réseaux connue

L'Agence togolaise d'électrification et des énergies renouvelables (AT2ER) a récemment dévoilé la liste des 129 localités rurales qui bénéficieront de la première phase du projet d'électrification aux mini-réseaux. Ces localités sont réparties entre les cinq régions que compte le pays d'Afrique de l'Ouest; notamment la région Maritime, Kara, les Savanes, la région Centrale, ainsi que la région des Plateaux.

Les 188 localités restantes seront électrifiées au fur et à mesure de l'avancement du projet. Au total 317 localités disposeront de mini-réseaux solaires d'une capacité totale de 11000 kW. Un réseau de distribution de 480 km de réseau permettra de couvrir quelque 45000 abonnés.

Un projet réalisé en PPP

Le projet solaire sera réalisé dans le cadre de partenariats public-privé (PPP). Le 14 octobre 2019, l'AT2ER a lancé un avis à préqualification pour le développement, le cofinancement, la construction, l'exploitation et la maintenance de mini-réseaux solaires; ainsi que des réseaux de distribution, la distribution et la commercialisation de l'électricité aux clients, ainsi que le transfert en fin de licence.

«L'approche de la méthodologie repose sur un apport financier du soumissionnaire à hauteur de 30 % au maximum pour le financement des installations», indiquait l'organisme

public lors du lancement de l'appel à préqualification. Le projet d'électrification via des mini-réseaux solaires au Togo bénéficie du soutien financier de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD). Le projet solaire améliorera l'alimentation en électricité des populations rurales. Il vient en appui au programme d'électrification rurale par kits solaires (Cizo) lancé au Togo en décembre 2017 pour électrifier 300000 ménages en cinq ans. Le gouvernement de ce pays d'Afrique de l'Ouest souhaite faire passer le taux d'électrification actuel en zone rurale à 50 % en 2030, contre 8 % actuellement. Ensemble, les deux initiatives permettront au pays de faire passer son taux d'électrification des 8 % actuels à 50 %. Le pays s'est également donné pour ambition de faire passer sa capacité installée de renouvelable, reliée au réseau électrique de 3 MW en 2020 à 200 MW d'ici à 2030.

Le Magnan Libéré

**Besoin de VISIBILITÉ ?
FAITES-NOUS CONFIANCE !**

MENACE TERRORISTE DANS LA SOUS-RÉGION :

Faure Gnassingbé aux Forces armées togolaises : « Faisons tout pour nous défendre et protéger notre souveraineté, l'intégrité nationale, nos populations et nos biens »

Le renseignement français annonçait il y a quelques jours son inquiétude par rapport à l'expansion d'Al-Qaïda vers le Golfe de Guinée plus précisément en Côte d'Ivoire et le Bénin. Le Togo qui, depuis fort longtemps fait de la lutte contre l'insécurité provoquée par les mouvements Djihadistes et les groupes armés son cheval de bataille ne compte pas baisser les bras devant cette annonce. Ce lundi 8 février 2021, c'est le Président de la République, Faure Gnassingbé en personne qui s'est rendu à la base d'opération de Koundjoare (canton de Namoudjoga, région des Savanes) pour échanger, féliciter et encourager les éléments des Forces armées togolaises (FAT) déployés dans cette zone sensible.

Après un point de la situation avec les chefs militaires, le Chef de l'Etat a rappelé aux hommes engagés, l'importance de leur action sur le terrain avant de leur réitérer tout son soutien ainsi que celui du gouvernement et de la nation.

Il était accompagné des ministres en charge des Armées, Gnacadé Marguerite Esozimna et de la Sécurité et de la protection civile, Yark Damehame.

« Pendant longtemps, l'insécurité provoquée par les djihadistes et les groupes armés et terroristes, s'est cantonnée dans les pays du Sahel. Mais les terroristes n'ont jamais caché à personne, leur objectif et leur ambition d'infiltrer les pays côtiers. S'ils ont réussi à disposer des bases et commettre à certains endroits des attentats, le Togo est jusque-là préservé, et c'est grâce à la mission que vous remplissez efficacement. Mais la suite risque d'être beaucoup plus difficile, parce que ces groupes se renforcent eux aussi, bénéficient des fruits et du financement de la criminalité transfrontalière et sont plus aguerris », a prévenu Faure Gnassingbé après avoir « jeté des fleurs » aux FAT.

Il faut rappeler que le gouvernement togolais a annoncé la création d'un comité interministériel pour lutter contre les risques de propagation des violences djihadistes en provenance de pays voisins.

Selon un communiqué publié mercredi soir, le gouvernement a créé un «Comité interministériel de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent» (CIPLEV) pour répondre à «des menaces terroristes et des attentats quasi-quotidiens qui secouent certains pays limitrophes» du Togo.

Héritant du chaos qui règne depuis 2012 au Mali, où prolifèrent les groupes liés à Al-Qaïda et l'Etat islamique (EI), le Burkina Faso notamment, pays frontalier du nord du Togo, est confronté à des attaques de plus en plus fréquentes et meurtrières.

La nouvelle structure a pour mission principale «d'œuvrer à éradiquer ou à réduire sensiblement la propagation de l'extrémisme violent en donnant aux communautés de base les outils et le soutien dont elles ont besoin pour

lutter contre ce fléau et de renforcer la coopération et la collaboration entre l'administration, les forces de défense et de sécurité pour une prévention et une lutte efficace», ajoute le communiqué.

Le CIPLEV est composé de représentants des départements ministériels, des leaders d'opinion et de la société civile.

«Les forces de défense et de sécurité présentes sur le terrain doivent être accompagnées et soutenues par des mesures multisectorielles et transversales visant à prévenir l'extrémisme violent, surtout dans les zones à risque», souligne le texte.

Par ailleurs, le gouvernement togolais a adopté un projet de loi visant à lui donner des «instruments nécessaires pour faire face à des menaces sécuritaires nouvelles et durables, tout en assurant un équilibre proportionné entre la préservation des libertés publiques et individuelles et la sauvegarde de la sécurité publique et de l'ordre constitutionnel».

Le 26 avril, le président Faure Gnassingbé avait promis une nouvelle «loi sur la sécurité intérieure» pour mieux lutter contre cette nouvelle menace, qui risque de s'étendre aux pays côtiers que sont le Togo et le Bénin.

Il avait annoncé le démantèlement ces derniers mois, des «cellules terroristes» dans le pays. Des services de renseignements européens ont confirmé ces dernières semaines à l'AFP l'arrestation d'éléments «terroristes» dans le nord du Togo.

Après l'occupation du nord du Mali par des groupes islamistes armés en 2012-13, l'instabilité s'est étendue à travers l'Afrique de l'Ouest ces dernières années, gagnant notamment le Burkina et le Niger. Le Bénin voisin du Togo a aussi été touché avec l'enlèvement de deux Français qui ont été libérés la semaine dernière par une opération des forces françaises luttant contre les djihadistes dans la région.

En tout cas, le Général Yark Damehame, dans le cadre de lutte contre le djihadisme et de l'insécurité transfrontalière, avait annoncé le quadrillage de tout le pays.

«Depuis 2018, le Président de la République, chef des armées, a instruit l'état-major général



des armées qui a mis en place dans la partie septentrionale du pays une zone tampon. Son idée était d'anticiper et d'éviter que les djihadistes du Sahel comme du Burkina Faso ne se replient justement chez nous. Il s'agit de l'opération Koundjoare grâce à laquelle le Togo a pu intercepter, en mai 2019, certains de ces djihadistes en fuite du Burkina et les confier aux bons soins de Ouagadougou.

gou.», relève le ministre Yark qui ajoute : «Aucun pays ne peut vaincre seul le terrorisme. Il faut donc une certaine collaboration, au vu notamment du principe de la libre circulation des personnes et des biens qui règne dans la région. Ainsi, il est tout à fait possible que vous partiez du Liberia pour arriver au Nigeria sans croiser une seule unité de police! Mais il ne faut pas que cela profite aux

terroristes. En 2018, le Burkina Faso a donc pris cette initiative de regrouper les ministres des Affaires étrangères, de la Défense et de la Sécurité du Niger, du Togo, du Bénin et du Burkina Faso pour mettre en place un système d'échange d'informations. Grâce à cette mesure, notre dispositif tampon (opération Koundjoaré) aidant, on a pu arrêter des djihadistes qui fuyaient le Burkina pour se réfugier sur notre territoire. Il y a aussi l'initiative d'Accra née en 2017 de la volonté des Présidents du Ghana et du Togo et regroupant pas moins de sept pays d'Afrique. Elle permet des échanges d'informations entre les chefs des services de sécurité et des services de renseignement des pays membres. Ils se regroupent chaque mois par rotation dans l'un des États membres.»

Abass ISSAKA

CONFÉRENCE DES CHEFS D'ETAT DE L'UA

L'UA adopte la proposition du Togo et décrète 2021-2031, 'Décennie des racines africaines et des diasporas'

La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine (UA) a adopté dimanche, la proposition du Togo en décrétant la période 2021-2031, "La décennie des racines africaines et des diasporas".

L'initiative, présentée il y a un an à Addis Abeba, a été actée au deuxième jour du 34ème sommet de l'organisation. Les travaux, dirigés par le nouveau président en exercice Félix Tshisekedi, ont été suivis côté togolais par le Premier ministre Victoire Dogbé, représentant le Chef de l'Etat.

Les événements portant sur les racines et les diasporas africaines sera bientôt lancée dans ce sens. Le Togo, fer de lance du projet, devrait également accueillir le 1er forum économique des Diasporas africaines.

Notons que la session a également été marquée par l'adop-



Inspirée du modèle déjà mis en œuvre avec les Togolais de l'extérieur, la décennie des racines africaines vise à faire des diasporas africaines des acteurs de premier plan du développement du continent. Ceci, via une meilleure implication des Africains de l'Extérieur, le renforcement des liens entre les afro-descendants, les communautés de racine africaine et leur terre-mère.

Une plateforme panafricaine de préparation et de promotion des projets, initiatives et

tion de décisions en lien avec le thème de l'année, de résolutions, recommandations et stratégies, et le renouvellement des responsables de portefeuilles de l'Union.

Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé a pris part depuis samedi, à la 34ème session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union Africaine (UA). Les travaux qui se sont déroulés exceptionnellement par visioconférence (coordonnés depuis Addis Abeba) pendant deux jours.

faire un point sur la réforme institutionnelle de notre organisation lancée il y a 5 ans, a lancé le chef de l'Etat togolais A l'ouverture de la session, le président congolais Félix Tshisekedi a été officiellement intronisé nouveau président en exercice de l'Union pour l'année 2021, en remplacement du sud-africain Cyril Ramaphosa.

Le Président de la commission Moussa Faki Mahamat a lui été reconduit pour un mandat de 4 ans.

A. I



Les nouveaux actes fiscaux

Validité d'un (01) an

Validité de trois (03) mois

[illegible]

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES
COMMISSARIAT GÉNÉRAL
COMMISSARIAT DES IMPÔTS
DIRECTION D'ADMINISTRATION

REPUBLIQUE TOGOLAISE
Lomé - Libreville - Paris

ATTESTATION DE REGULARITE FISCALE

INDICATEUR GÉNÉRAL

N° 27 NOTRE-DAME

DATE D'ÉMISSION DE L'ATTESTATION

AUTRES FORMALITÉS ADMINISTRATIVES

VALABLE JUSQU'À

2023

Le Commissaire des Impôts soussigné atteste que :

CONTRIBUABLE

NOM ET PRÉNOM : **ABOUSSA** **ABOUSSA** **ABOUSSA**
 RÉSIDENCE : **SPÉCIMEN 2023**
 RÉGIME FISCAL : **Régime TVA**
 ÉTABLISSEMENT PUBLIC À CARACTÈRE ADMINISTRATIF
 ACTIVITÉ : **INDIVIDUEL**
 NOM DE L'ÉTABLISSEMENT : **COMMISSARIAT DES IMPÔTS**
 CATEGORIE : **0**
 N° D'ÉTABLISSEMENT : **000000**

ADRESSE

BOULEVARD : **MAURITIE**
 CARRÉ : **00000**
 ALLEES : **00000**
 N° D'ADRESSE : **22019123**
 PAYS : **TOGO**
 CITE : **000**

OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

PRÉFECTURE : **G/Pr**
 CANTON : **Département**
 RUE : **11 RUE DES IMPÔTS**
 PAYS : **TOGO**
 ADRESSE ALTERNATIVE : **STATION**
 CITE : **000**

Est en règle avec l'Administration Fiscale au regard des impôts, droits et taxes dont il est redevable.
 Cette attestation est délivrée, sous réserve du droit de contrôle et de reprise de l'Administration
 Fiscale prévue à l'article 202 du Livre des Procédures Fiscales.

Fait à Lomé, le 15/01/2023

SEUL L'ORIGINAL DE CE DOCUMENT FAIT FOI

15, Rue de l'Indépendance, 01000 Lomé
 Tél : 22 91 11 11 11
 Email : otr@otr.tg

REPUBLICA TOGOLAISE
 OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES
 COMMISSARIAT DES IMPÔTS

REPUBLICA TOGOLAISE
 OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES
 COMMISSARIAT DES IMPÔTS

Les conditions d'obtention des nouveaux actes fiscaux

ATTESTATION DE REGULARITE FISCALE

- déclarer et payer ses impôts et taxes avec régularité et sincérité.

QUITUS FISCAL

Sur la période d'au moins un an :

- déclarer et payer ses impôts et taxes avec régularité et sincérité ;
- n'avoir jamais fait l'objet d'une mise en demeure ;
- n'avoir jamais subi la retenue spéciale BIC de 15% appliquée sur la valeur en douane

des marchandises importées par des contribuables inactifs ;

- n'avoir pas fait l'objet de rappels d'impôts supérieurs à 15% des impôts émis et/ou déclarés spontanément lors d'un contrôle fiscal ;
- n'avoir jamais posé un acte ou eu un agissement de nature à faire obstacle aux différentes procédures fiscales ;
- n'avoir pas subi une procédure de contentieux douanier concluante.

ON DIT QUOI

La rubrique de ceux qui devraient tourner sept fois leur langue avant de parler

« Faure n'ira pas loin... il sera chassé par le peuple ». C'est avec ces incantations qu'un minable politi-chien s'est permis de faire son entrée politique. On dit souvent que ce sont les tonneaux vides qui font du bruit. Ce minable politcard dont il s'agit n'est personne d'autre que Nicodème Habia. Hummm ! on aura tout vu dans pays. Des gens comme ça aussi créent des partis politiques et prétendent nous diriger. Lors de la rentrée politique de son particule « Les Démocrates », au lieu de faire des projections pour le développement de son pays, ce va-t-en guerre, s'est lancé dans incantations inutiles. Du déjà vu et du déjà entendu. Ce sont ces types de personnes qui ont contribué à l'échec de la démocratie. Quand les vrais grands partis ont fait, ça a donné quoi ? Quand voulez prendre la parole, il faut au moins tourner

9

mille fois sa langue avant de sortir quelque chose de votre bouche. Aujourd'hui incantation, demain incantation, tous les jours incantations. Mais Faure Gnassingbé est là kankpé. Si vos incantations là allaient donner quelque chose, il y a longtemps que vous aurez

atteint vos objectifs. Mais rien. Les Togolais sont découragés. Cherchez autre chose. Le pouvoir se prend dans les urnes et non dans la rue. Ta grève de faim que tu as faite là, qu'est ce que tu as eu comme résultat. Ecoutez laissez-nous respirer. Nous on avance seulement ! Bandes d'incompétents. Toi qui te regarde encore même. Tu peux encore faire grève de faim ou aller te coucher en haut chez Dieu, Faure restera là où il est jusqu'à la fin de son mandat.

BRANCHEMENTS D'EAU :

La TdE victime d'escroquerie alerte et prévient ses clients



Des individus malintentionnés se font passer pour des agents de la TdE, pour soutirer de l'argent aux clients. Le cerveau de la bande, se présente sous le nom d'emprunt « ANAYO ».

« Leur mode opératoire consiste à appeler des clients en attente de leurs branchements avec différents numéros téléphoniques, et à demander qu'ils prennent attache avec le secrétariat de la TdE sur un autre numéro qui à son tour leur demande de payer leurs devis de branchement ou des frais de déplacement des agents sur le terrain par transfert d'argent sur un compte T-money », informe la Direction générale de cette société dans un communiqué rendu public, vendredi 5 février 2021.

Occasion pour la TdE d'appeler ses clients, surtout les citoyens en attente de branchements, à faire preuve d'une grande vigilance et à signaler à temps, toutes tentatives d'escroquerie.

La société informe par ailleurs la population, que tous les frais de branchement sont toujours payés à la caisse de l'agence d'appartenance du demandeur contre un reçu.

« Aucun frais de déplacement des techniciens sur le terrain n'existe », souligne en outre le communiqué.

Pour rappel, les numéros verts de la TdE sont les « 80 00 30 00 », « 91 13 33 33 » et « 91 13 44 44 ».

Courtes contre la montre

Le développement passe la route

Journée marathon, samedi 06 février pour Victoire Tomégah-Dogbé. Le Premier ministre a procédé au lancement officiel des travaux d'aménagement de la route Sokodé-Bassar, longue de 75 km. Estimés à plus de 35 milliards de FCFA et attribués à la filiale togolaise de Soroubat, les travaux comprennent également l'aménagement et le bitumage, non seulement de la bretelle reliant la RN1 à la RN17 dans la ville de Sokodé, d'une part, mais aussi de celle de Binaparba d'autre part. Ils devront être livrés au bout de 24 mois. Selon la cheffe du gouvernement, « la réalisation de ces ouvrages devra permettre de fluidifier les échanges commerciaux et favoriser un bon déroulement des activités économiques ». « Elle devra permettre également d'améliorer la compétitivité du port autonome de Lomé dans sa desserte des pays de l'hinterland », soutient Mme Tomégah-Dogbé. Le déplacement dans la préfecture de Tchaoudjo, le même jour, a été l'occasion pour le Premier ministre de visiter la ferme Cajou du centre de Sagbadaï, à une dizaine de kilomètres de Sokodé. « Elle a bénéficié d'un accompagnement de 600 millions de FCFA du MIFA S.A en 2020 » souligne cette dernière. A noter que le complexe comprend une usine de transformation des noix de cajou en amende pour l'exportation, une plantation et des installations d'apiculture. « L'ambition que porte le Chef de l'Etat est de faire de l'agriculture, un véritable moteur de croissance et de création d'emplois. Et nous y travaillons », a tenu à préciser Mme Dogbé. Mme Victoire Tomégah-Dogbé a par ailleurs échangé à Sokodé avec des femmes des unités de coopérative des femmes transformatrices de graines de néré en moutarde, issues des cinq préfectures de la région centrale. Après cette rencontre, le Premier Ministre a mis le cap sur Bafilo dans la région de la Kara. Là, elle a échangé avec les jeunes de la préfecture d'Assoli sur les différents mécanismes d'accompagnement pour leur insertion professionnelle.

Le Togo dispose t-il de réserves de pétrole exploitées ?

Depuis quelque temps, des rumeurs semblent renaître sur l'exploitation ou non du pétrole aux larges des eaux territoriales. Selon le coordonnateur national de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), Edoh Kokou Agbémadon, le sous-sol togolais contient du pétrole et en grande quantité. C'est à la suite d'un séjour de la délégation du Secrétariat international de l'ITIE à Lomé, la capitale du pays que Edoh Kokou Agbémadon a donné ces détails sur la présence de l'or noir dans le sous-sol togolais. « Il n'y a pas des traces, il y a du pétrole même. C'est des étangs, c'est-à-dire ça ne peut pas fuir comme ce sera le cas pour les nappes », a précisé M. Agbémadon. Néanmoins, si le Togo dispose du pétrole en grande quantité, son exploitation pose problème à cause des investissements considérables qu'elle nécessite. L'ITIE qui s'inquiète à ce niveau rappelle l'expérience douloureuse de la société nationale italienne des hydrocarbures ENI au Togo. En 2012, le groupe italien qui explorait les profondeurs des eaux territoriales togolaises avait été obligé de plier bagages après un désaccord avec les autorités du pays. Cependant, une telle situation ne risque pas de se répéter car selon l'ITIE, « le pétrole n'est pas encore exploité pour le moment au Togo » et qu'une longue réflexion sur la question devrait faire la différence. Il faut noter également qu'une telle découverte n'est pas une première au Togo. En 2012 déjà, des sources non officielles avaient annoncé que des ingénieurs opérant sur une plateforme située à 35 km des côtes togolaises ont découvert des quantités considérables de pétrole.

Encore incertain

La communauté musulmane du Togo est encore dans l'attente pour voir ce qui va se passer pour le pèlerinage à la Mecque cette année. Des doutes planent toujours sur la tenue de ce 5ème pilier de l'islam. Selon certaines informations, le Hajj, le pèlerinage à La Mecque, est de nouveau compromis cette année en raison de la pandémie. Il doit avoir lieu du 17 au 22 juillet. Il est peu probable que les autorités saoudiennes acceptent beaucoup de fidèles. Impossible de prendre le risque d'une ré-infection massive et incontrôlée dans le royaume. Le hajj est l'un des cinq piliers de l'islam que tout musulman se doit d'effectuer une fois dans sa vie, s'il en a les moyens. En 2020, quelques milliers de pèlerins seulement avaient pu rejoindre La Mecque. En 2019, 2.200 Togolais avaient effectué le déplacement. L'Arabie Saoudite a enregistré 370 .278 cas de Covid-19. Le virus a causé la mort de 6.402 personnes. A rappeler qu'en raison de la pandémie à Corona Virus, l'Arabie Saoudite a fermé ses frontières entraînant du coup l'annulation du pèlerinage à la Mecque. De nombreux fidèles musulmans qui désiraient se rendre à la Mecque pour effectuer ce pèlerinage y ont été sevrés. Mais la seule prière aujourd'hui, ce que, jusqu'au mois de juillet, l'on puisse mettre hors d'état de nuire cette pandémie qui fait trop de mal au monde entier.

Le Magnan Libéré

Récépissé N° 0302 / 17 / 11 / 06 / HAAC

Directeur de Publication

Abass ISSAKA

90 16 49 87 / 90 85 85 22

Responsable commercial

Bertine ADJAH

90 36 97 10

Mise en page :

A. Maxime (91 08 91 02)

Imprimerie :

Rad Graphic Sarl U.

Tirage :

2000 exemplaires

Casier N° 35MJ BP: 81213 Lomé / Mail: iabasse@yahoo.fr

INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES

Trop de retards dans l'exécution des travaux et d'arrêt des chantiers

Le gouvernement doit marquer les entreprises BTP à la culotte

Depuis son accession au pouvoir, le chef de l'Etat Faure Gnassingbé s'est lancé dans la logique de permettre aux Togolais de circuler en toute quiétude sur les routes et de pouvoir écouler leurs marchandises même à travers les pistes rurales. Mais l'on constate que très souvent, la plupart des entreprises des BTP qui gagnent les marchés accusent des retards dans l'exécution des travaux ou au pire des cas ces chantiers sont arrêtés.

Malgré tout ça le gouvernement continue par lancer les travaux de réparation ou de réhabilitation de ces routes. C'est pour cela que le gouvernement doit marquer ces entreprises à la culotte. Ce sont des centaines de milliards de FCFA qui sont injectés par le gouvernement et dans la dynamique de gouverner autrement, les récalcitrants doivent être mis au pas.

Après le tronçon Lomé-Anfoin-Vogan, celui de Lomé-Kpalimé et bien d'autres, c'est plus de 35 milliards FCFA qui sont dédiés aux travaux d'aménagement de la route Sokodé-Bassar, longue de 75 km, dont le démarrage a été acté ce samedi 06 février 2021. La cheffe du gouvernement Victoire Tomégah-Dogbé a donné le coup de pioche de ces travaux, au cours d'une cérémonie suivie du dévoilement de la plaque.

Les travaux, attribués à la filiale togolaise de Soroubat, comprennent la réhabilitation du tronçon Sokodé-Bassar, l'aménagement et le bitumage du contournement de Malfakassa et de la bretelle reliant la Route Nationale N°1 à la Route Nationale N°17. Ils devront être livrés au bout de 24 mois.

Le spécialiste du BTP est également en charge d'une partie des travaux d'élargissement en 2X2 voies de la route Togokomé-Aného (longue de 20 km). Il a réalisé par ailleurs, une tranche de 26,1 km sur le projet Kpélé Govié -Atakpamé (66,1 km).

Photographie des retards accusés dans la construction des pistes rurales

Le ministère du désenclavement et des pistes rurales a livré en milieu de semaine, un état des lieux des travaux de construction de pistes rurales effectués dans le cadre du Programme d'appui aux pistes rurales (PAPR).

Sur les quatre régions concernées, seuls les travaux réalisés dans la région des savanes présentent un état d'avancement optimal, apprend-on.

Région des Savanes

En effet, dans cette région, les 53 km que cumulent les tronçons Ayikpere-Mandiki-Koumougou (26,5 km) et Mougou-Centre-Gbeti-Vapour-Tonton (26,5 km) sont à un taux d'avancement de moyen de 16,6%.

Un taux légèrement supérieur aux 13,2% attendus. Lancés en juin 2020, ces travaux sont prévus pour durer respectivement 12 et 14 mois.

Région de la Kara

Dans la région de la Kara où 3 tronçons sont prévus, entre les localités des communes Dankpen 1, 2 et 3, pour un total de 52,2 km de routes, le taux moyen d'avancement est de 9,3%, soit 3,2% de moins que ce qui est prévu. Avec des délais allant de 12 à 14 mois, ces travaux avaient également démarré en juin 2020.

Région des Plateaux

Pour le compte de la région des Plateaux, la construction de 51 km de pistes réparties entre les préfectures de Haho et de l'Ogou est achevée à plus de 63% alors que le délai de 14 mois a été consommé à plus de 98%.

Région Maritime

Plus au sud, dans la région maritime, les travaux de construction de 31 km, qui ont été lancés en décembre 2019 ne sont qu'à 80% de réalisation. Ces pistes, qui doivent permettre le désenclavement de localités situées dans le zio, devaient être livrées en décembre 2020. Pour rappel, le ministre Kanfitine Tchede Issa a prévenu, à travers un communiqué diffusé en début de semaine, les entreprises retardataires, de possibles sanctions si elles n'accéléraient pas les travaux, dans le respect de la qualité afin de rattraper, dans un délai de deux mois, le retard accusé.

Retards d'exécution de travaux de pistes rurales

Le ministre Kanfitine Tchede Issa n'est pas du tout content des retards d'exécution accusés par les entreprises auxquelles ont été confiés les travaux de réalisation de pistes rurales. Alors que ces voies sont destinées à désenclaver les zones à fort potentiel de production agricole comme le coton et le café-cacao, il est remarqué que beaucoup d'entreprises ont déjà consommé leurs délais d'exécution. Les taux d'avancement qu'elles enregistrent restent encore loin des performances attendues. Avec un délai consommé de 114%, certaines d'entre elles affichent 65,5% de taux de réalisation par exemple.

A travers un communiqué consulté par Togo First, il rappelle aux entreprises ti-



tulaires de marchés dans le cadre du Programme d'Appui aux Pistes Rurales (PAPR) et du Programme annuel d'entretien mécanisé des pistes rurales (PAEMePR), les délais d'exécution prévus, respectivement de 12 à 14 mois et de 4 à 6 mois. Aussi, le ministre invite-t-il « ces brebis galeuses » à accélérer les travaux, dans le respect de la qualité et rattraper, dans un délai de deux mois, le retard accusé. Ceci, en cohérence avec leur engagement. Faute de quoi, elles encourent « une mise en demeure » et, si

nécessaire, la résiliation de leurs contrats», avertit le ministre.

A souligner que dans la lignée des grands chantiers déjà entrepris ou en cours d'exécution, le Togo prévoit de construire ou réhabiliter 400 km de routes ainsi que 4000 km de pistes rurales.

L'objectif visé à travers ces travaux est de rendre accessibles par la route, toutes les communautés togolaises et de baliser la voie à leur développement.

Notons que Lomé porte l'am-

bition d'atteindre à l'horizon 2025, le cap de 60% de routes revêtues, via des projets de réhabilitation du corridor de développement, de construction et de réhabilitation des voies transversales et de désenclavement, indique-t-on.

En ligne avec cet objectif, le pays a ouvert plusieurs chantiers routiers, notamment les travaux d'aménagement et de modernisation de la voie Avépozo-Aneho. Dans le même registre, il est à rappeler entre autres, le projet routier Lomé-Kpalimé en cours et celui de la voirie de la ville de Kpalimé.

Mais dans tout ceci, le gouvernement doit être beaucoup regardant dans l'exécution des travaux. Parce que la plupart du temps certaines entreprises ne disposent pas de matériels requis ou de compétence. C'est là que doit intervenir la rigueur dans la passation des marchés.

Dans tous les cas, compte tenu de ce qui s'est passé avec le tronçon Lomé-Anfoin-Vogan, le gouvernement doit marquer ces entreprises des BTP à la culotte.

A. I.

DÉVELOPPEMENT MUNICIPAL

Le maire Jean Pierre Fabre à la chasse des partenaires pour sa Commune Golfe-4

Le maire de la commune Golfe-4, Jean-Pierre Fabre a eu des entretiens, lundi 8 février 2021 à Lomé, avec l'Ambassadrice de France au Togo, Mme Jocelyne Caballero.

Les discussions entre les deux personnalités qui interviennent à la suite d'une audience sollicitée par le maire de la commune Golfe-4, ont essentiellement porté sur des questions de coopération entre certaines villes françaises et la commune dirigée

par Jean-Pierre Fabre (constituée des grands quartiers de Lomé à l'instar de Nyékonakpoè, Kodjoviapopé, le quartier administratif, etc.)

M. Jean-Pierre Fabre a profité de l'occasion pour mieux présenter sa commune à la diplomate, et lui a présenté les projets phares de sa mairie pour le compte de l'année en cours. Il faut rappeler que le maire de la commune Golfe-4 n'est pas à sa première sortie, en ce qui concerne des rencontres de

lobbying auprès des représentations diplomatiques. En octobre 2020, il avait déjà échangé sur les mêmes sujets avec l'Ambassadeur d'Allemagne au Togo, Mathias Veltin.

Golfe 4, qui compte 27 quartiers, a un statut équivalent à arrondissement.

Le nouveau maire est très actif en matière de politique d'assainissement et de renforcement des équipements scolaires.

CULTURE

Bibi Reine lance son nouveau single « Ce n'est pas jalousie »

La Diva de la musique togolaise a choisi le week end dernier pour lancer son nouveau single qui a pour titre « Ce n'est pas la Jalousie ». C'est le Bar Molo Molo de Baguida qui a d'abord servi son cadre pour le lancement de ce nouveau tube dans lequel elle demande aux femmes de ne pas s'affo-

ler face à certains comportements de leurs maris. Puis au Bar Le Sommet 2 au niveau de Kégué a ensuite eu l'honneur d'accueillir Bibi Reine. L'artiste qui faisait de la tradi moderne a changé de son en optant pour la Sarsa. Le tube est donc disponible depuis le samedi Février 2021. Bon vent à elle.



ENQUÊTE SUR LA DISQUALIFICATION DES EPERVIERS U17 :

Un « crime sans auteur » !

Au lendemain de la disqualification surprise des Eperviers U-17 après deux victoires successives face au Niger (2-1) et au Bénin (3-1) lors du tournoi U-17 de l'Union des Fédérations Ouest Africaine zone B (UFOA-B) qui s'est déroulé du 05 au 18 janvier 2021 à Lomé, qualificatif pour la Coupe d'Afrique des Nations Maroc 2021 de la même catégorie, le Ministère des Sports et des Loisirs a mis en place une commission administrative d'enquête chargée de faire la lumière autour de cet épineux dossier qui continue de faire couler d'encre et de salive.

Composée de six (06) membres à savoir : Dr Kpessu Abalo, Conseiller technique du Ministre des Sports et des Loisirs, Président ; Dr Edoh Sétowou Mawulikplimi, Juge au Tribunal de Lomé, Rapporteur ; Dr Agbobli Yao Apélété, Médecin des Sports, membre ; M. Agopomé Kodjovi, Inspecteur d'éducation physique, membre, M. Dji-bo Ayoubou, Inspecteur de l'éducation populaire et des Sports, membre et Yaya Saffiana, Professeur d'éducation physique et sportive, membre, cette commission a fait un travail remarquable pour édifier l'opinion.

Les résultats des travaux de ladite Commission ont été exposés par Dr Lidi BESSI-KAMA, ministre des Sports et des Loisirs au cours d'un point de presse tenu ce samedi 06 février. Selon le rapport, après le recueil des témoignages, l'audition de 7 personnes pré-identifiées dont le sélectionneur des Eperviers U17, la collecte et l'exploitation de tous les documents produits ou échangés,

« il en ressort que la ligne de défense des responsables de la FTF repose, entre autres sur les manquements et les retards dans les réactions de la CAF et de l'UFOA B, suite à leur sollicitation et requête introduites ». « Si des réserves et reproches ont été formulées par les responsables de la FTF relativement à l'attitude du comité d'organisation du tournoi et de la CAF, il n'en demeure pas moins que certains manquements et même certaines légèretés sont imputables à la FTF ou partagés avec la CAF, et peuvent être relevés autant aux plans administratif, technique, organisationnel que médical », a indiqué Dr Lidi BESSI-KAMA.

Des recommandations ont été formulées à l'endroit du Comité Exécutif de la FTF et du Ministère des Sports et des Loisirs par la commission administrative d'enquête. En ce qui concerne le Ministère des Sports et des Loisirs, Dr Lidi-Bessi Kama a promis « veiller personnellement à l'application des recommandations

pertinentes qui leurs ont été soumises ».

Pour la cheffe des sports au Togo, c'est un ouf de soulagement « de constater que tous les acteurs de la FTF sont exempts de tout soupçon de fraude dans cette affaire ». « On peut donc, pour clore ce rapport, soutenir sans risque de nous tromper que l'honneur de la FTF est sauf. Il n'y a eu aucune intention malveillante, donc aucune sanction n'est à envisager. Le Togo a été victime d'un système d'évaluation de l'âge des athlètes qui peut l'avoir pénalisé. S'il y a eu d'autres facteurs pénalisants, il faudra regarder du côté de la CAF qui, naturellement, ne sera



jamais disposée à se saborder », a-t-elle déclaré. Elle a par ailleurs, invité le Colonel Guy Akpovy et son équipe « à collaborer davantage avec le Ministère pour faire face ensemble à tous les défis ». Même si le Togo ne peut plus

être ramené dans la compétition, le Médecin-Commandant Bessi-Kama « encourage la FTF à insister sur ses requêtes introduites auprès de la CAF afin qu'elle y réponde clairement pour laver l'affront fait à notre pays ».

DOPAGE DANS LE SPORT :

Dr Lidi Bessi Kama et ses collègues de la CEDEAO engagés contre le phénomène

La CEDEAO veut mettre fin au phénomène de dopage dans le sport sous-régional, après la pandémie du Coronavirus.

Des réflexions ont été menées dans ce sens, jeudi 4 février 2021 à Dakar, à l'occasion de la 7e Conférence des parties à la Convention internationale contre le dopage dans le sport (Cop7).

La session, à laquelle a pris part le ministre du Sport et des loisirs, Lidi Bessi Kama, a offert l'occasion aux participants

d'aborder la question du renforcement de l'éthique, de l'intégrité et des valeurs du sport au sein de la communauté.

Selon le ministre sénégalais des sports Matar Bâ, « l'arrivée du covid-19 risque d'ouvrir à des personnes ou entités malintentionnées, de larges boulevards d'impunité, et les inciter à continuer à saper les systèmes sportifs ».

Pour faire face à ce phénomène, les ministres de la sous-région comptent anticiper sur les événements tout

en prenant des mesures assez préventives.

« Si nous ne prenons pas les mesures appropriées qui s'imposent, l'après Covid-19 sera une période très difficile dans l'espace CEDEAO », a alerté Matar Bâ.

Il faut rappeler que le Togo de son côté, s'est doté depuis 2018 d'un plan national de lutte contre le dopage en milieu sportif. Un plan élaboré et mis en œuvre avec l'appui technique de l'UNESCO.

CHAN 2020:

Jean Paul Abalo présente son rapport!



Le sélectionneur de l'équipe nationale A' du Togo a présenté le rapport technique de la participation togolaise au CHAN 2020, au Cameroun.

Le Coach des Eperviers A' Abalo Dosseh, en présence de tout son staff, a livré son rapport aux membres du comité exécutif de la Fédération Togolaise de Football (FTF) le mercredi 3 février 2021 au cours d'une réunion au siège de l'instance dirigeante du football togolais. Le document de 78 pages a fait le point des préparatifs qui ont abouti aux trois matches disputés par le Togo lors du CHAN 2020, selon une bonne source. Le rapport technique riche en statistiques, a analysé le

comportement technique et tactique collectif et individuel des joueurs togolais pendant les trois matches du premier CHAN.

Les performances de chaque joueur lors des matches ont été présentées avec le nombre total de passes, de tirs, de duels, d'attaques, de récupérations, selon la même source. Le document présente également le nombre total de corners de coups francs, d'hors-jeu et de fautes commises et subies.

Le Togo a marqué 4 buts et en a encaissé 5, avec 5 cartons jaunes durant toute la compétition.

INITIATIVE COVAX :

636.000 doses de vaccin anti-Covid pour le Togo

Le Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19 a publié ses premières prévisions provisoires concernant la distribution des vaccins. Selon les données fournies par Covax, déjà 636.000 doses de vaccin seront attribuées au Togo.

Les pays qui recevront le plus grand nombre de doses selon le document publié sont : l'Inde (97.164.000), le Nigeria (16.008.000), le Pakistan (17.160.000), l'Indonésie (13.708.800), le Brésil (10.672.800) et le Bangladesh (12.792.000).

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) indique que ces prévisions provisoires donnent des informations sur la disponibilité anticipée pour les pays participants au Mécanisme COVAX, de doses du vaccin Pfizer-BioNTech au cours du premier trimestre 2021, et du vaccin candidat AstraZeneca-Oxford au cours du premier semestre 2021.

L'Institution précise que la publication de ces prévisions provisoires permet de fournir aux gouvernements et aux systèmes de santé les informations dont ils ont besoin pour planifier leurs programmes nationaux de vaccination. « L'allocation définitive des vaccins sera publiée en temps



utile », ajoute l'Oms.

Piloté par l'Organisation mondiale de la santé et l'Alliance du Vaccin (Gavi), Covax vise à fournir d'ici fin 2021 des doses à 20% de la population des nations participantes. Il comporte un mécanisme de financement à l'intention des pays défavorisés.

Ça flambe !

Le Togo compte à la date du 07 février 2021, au total 5.483 cas confirmés de Covid-19 dont 47 nouveaux cas ces dernières 24 heures, et un nouveau décès. Le nombre total de personnes

guéries est de 4.550 dont 15 nouveaux patients guéris ces dernières 24 heures. Celui des cas actifs (patients encore hospitalisés) est de 853. Le nombre de décès est passé à 80 avec un nouveau décès enregistré hier dimanche.

Au total 213.812 tests de laboratoire ont été effectués à ce jour sur toute l'étendue du territoire national soit un ratio de 27,79 tests pour 1000 habitants.

En attendant le vaccin anti-Covid qui se présente comme une mesure supplémentaire aux efforts en cours, il faut souligner que la pandémie continue de gagner du terrain.

De nouveaux cas sont enregistrés tous les jours, d'où la nécessité de continuer par respecter les gestes barrières recommandées par les autorités sanitaires à savoir : se laver régulièrement les mains à l'eau et au savon, respecter la distanciation physique d'au moins un (01) mètre, tousser ou éternuer dans son coude ou dans un mouchoir à usage unique, et porter son masque entre autres.

L.M.



TOGOCOM, partenaire du projet Aného ville verte

Lomé (Togo), 28 janvier 2021 – Togocom, engagée pour la protection de l'environnement

Le Directeur Général de Togocom, M. Paulin Alazard a participé le jeudi 28 janvier 2021 au lancement du projet Aného Ville verte, un projet d'assainissement et de gestion de déchets dans la ville côtière d'Aného à 50km de Lomé.

Un projet à l'initiative de la commune des Lacs 1 qui a choisi de s'inscrire dans une démarche de développement durable en alliant la préservation de l'environnement, l'éducation et les innovations sociales et économiques. Il est aussi le fruit d'un partenariat entre la commune des Lacs 1, l'entreprise Togolaise Africa Global Recycling (AGR), spécialisée dans l'éducation et la valorisation des déchets et l'Association Moi Jeu Tri spécialisée dans l'éducation et le développement de programmes socio-éducatifs en milieu scolaire.

Au total pour la première phase du projet, 30 écoles publiques seront dotées de 280 bacs de tri sélectif et bénéficieront de programmes d'éducation. 10 écoles sans accès à l'électricité, bénéficieront de 40 stations solaires et de 1600 lampes individuelles. L'objectif ultime étant de mobiliser les acteurs du territoire autour de la propreté, l'hygiène et la bonne gestion des déchets pour définir le quartier le plus propre de la commune. Ce lancement a connu la présence des autorités coutumières et administratives, de l'ambassadrice de France au Togo, du Me Alexis Coffi AQUEREBURU, maire de la Commune des Lacs 1.

La vision de Togocom s'inscrit dans la même stratégie qui vise notamment à créer un environnement sain pour une croissance durable d'une économie basée sur la diminution de la consommation de l'énergie fossile, en effet, à travers son projet de transformation énergétique, Togocom a pu transformer en 2020 près de 10% de ses sites en énergie solaire, une manière de participer activement à la préservation de l'environnement et à créer un cadre de vie sain avec une énergie propre. Togocom continuera à se mobiliser pour être un acteur exemplaire en contribuant à l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD) prescrits par les Nations Unies.

Paulin Alazard, Directeur Général Togocom

« Nous sommes résolument engagés dans une politique de préservation de l'environnement à travers d'une part l'utilisation de l'énergie propre avec les déploiements des panneaux photovoltaïques sur nos sites distants sur l'ensemble du territoire nationale et d'autre part grâce à nos soutiens multiformes à l'endroit des organisations et structures actives et soucieuses de la préservation de l'environnement ».



 Togocel Togotelecom À propos de Togocom	Précurseur de la technologie 5G au Togo et dans la sous-région, Togocom est le leader du marché Togolais des télécommunications au service de l'ensemble des Togolais où qu'ils se trouvent sur le territoire national. Le Groupe est le fruit du regroupement en 2017, des activités de Togo Telecom, l'opérateur historique national de la téléphonie fixe au Togo, et Togo Cellulaire (Togocel), l'opérateur de téléphonie mobile. Togocom pour ambition de devenir le champion de la qualité de service aux meilleurs standards internationaux notamment sur la couverture du réseau, la performance des débits Internet, l'efficacité du service client, la proximité du réseau de distribution et la disponibilité des produits et des services.
 LET'S GROW TOGETHER À propos de AXIAN	Axian est un groupe panafricain spécialisé dans 5 secteurs d'activité à fort potentiel de croissance : immobilier, télécoms, services financiers, énergie et innovation. Axian est présent dans 6 pays de l'océan Indien et du continent africain et agit en partenaire de la transformation socio-économique des pays dans lesquels il opère. Avec l'ensemble de nos 5000 collaborateurs audacieux et passionnés, nous nous assurons systématiquement de l'impact durable et positif de nos activités sur le quotidien de millions d'africains, et ce au travers de l'ensemble de nos secteurs d'activité. Le Groupe Axian fait partie de l'initiative Global Compact des Nations Unies et s'engage à intégrer ses 10 principes au cœur de ses stratégies et activités présentes et futures. En savoir plus sur Axian : www.axian-group.com

Place de la Réconciliation – Quartier Atchanvé – BP 333 – Lomé – Togo – togocom.tg   

Contact : Lionel TSOTO, Directeur de la Communication • Cel : +22891962329 • E-mail : lionel.tsoto@togocom.tg